



XV^{ème} université d'été de la CSMF
18/19/20 septembre 2009 - Cannes

Après les réformes, les nouveaux défis de la médecine libérale

Samedi 19 septembre 2009

Table ronde SCAMED

Quelle stratégie patrimoniale en période de crise ? Synthèse

Intervenants : Michel DUPUYDAUBY, Directeur Général de la MACSF et Stéphane DESSIRIER, Directeur Prévoyance de la MACSF
Animateur : Pierre-Yves POINDRON, Le Médecin de France

Pierre-Yves POINDRON propose aux intervenants d'aborder trois sujets : la crise, ses causes et ses conséquences, la stratégie patrimoniale à mettre en œuvre dans un pareil contexte, l'extension de la couverture offerte à d'autres que les professionnels de santé.

La crise, ses causes et ses conséquences

Michel DUPUYDAUBY revient sur les causes de la crise. Par le biais de l'ingénierie financière, les banquiers et les institutions financières ont trouvé le moyen de prêter de l'argent à des ménages insolvables en faisant supporter le risque à la planète entière. C'est ainsi que le ratio de prêt, qui doit être normalement de l'ordre de 12, est monté jusqu'à 60 voire 80. En juillet 2007, des emprunteurs ont commencé à ne plus rembourser, ce qui a entraîné des faillites en cascade : des sociétés de crédit, des banques, des assureurs, etc. Ce sont les Etats qui se sont substitués à ces établissements financiers pour continuer à alimenter le crédit dont la planète avait besoin. Aujourd'hui, sous l'effet des plans de relance, les prévisions de croissance sont autour de 0,5 à 1,5 % dans la zone euro, de 0 à 1,2 % aux Etats-Unis, de 8,5 % en Chine.

L'arrêt des crédits provoque une situation de surproduction, entraînant son lot de fermetures d'entreprise et de plans de licenciement : c'est la raison pour laquelle le rythme de la croissance s'est nettement ralenti. Ce mécanisme est non inflationniste (situation d'excès d'offre par rapport à la demande), ce qui présente un intérêt évident pour ceux qui cherchent à placer leur patrimoine. Le baril de pétrole devrait se stabiliser autour de 70 dollars.

La consommation des ménages est tombée de 4 à 5 points, ce qui a eu un impact sur les investissements des entreprises : celles-ci ont arrêté d'investir et ont engagé des mesures sociales. Pour permettre un refinancement de l'industrie, la Fed a ramené son taux directeur à zéro. Néanmoins le chômage a connu une montée spectaculaire aux Etats-Unis, jusqu'à dépasser aujourd'hui 10 %.

Au niveau des taux obligataires, les taux d'Etat sont descendus bas, tout simplement parce que la planète a beaucoup d'argent et que cet argent cherche à s'investir. Michel DUPUYDAUBY anticipe une question de la salle : comment les contrats en euros pourront-ils servir des rendements satisfaisants ?

Aujourd'hui, l'indice CAC 40 retrouve son niveau d'avant la faillite de Lehman Brothers, avec néanmoins des écarts considérables entre les valeurs.

La stratégie patrimoniale à mettre en œuvre dans un pareil contexte

Pierre-Yves POINDRON sollicite quelques conseils : dans quels outils peut-on avoir encore confiance pour faire fructifier son patrimoine ? Michel DUPUYDAUBY indique que les obligations d'Etat ont enregistré de bonnes performances depuis le 1^{er} janvier 2009, mais les SICAV obligataires ne sont plus un placement intéressant aujourd'hui. Il faut être vigilant également sur les actions. Après la crise, les entreprises ont cessé de produire et ont puisé dans leurs stocks. Elles ont surestimé la baisse de la consommation et ont donc recommencé à produire pour alimenter la demande. La remontée actuelle correspond à une reconstitution de stock, mais la question de l'endettement est loin d'être résolue : la consommation ne va donc pas repartir aussi rapidement qu'avant la crise. Michel DUPUYDAUBY souligne que les obligations convertibles font aussi bien que les actions avec moins de risques. Ceci dit, ces produits sont réservés à des spécialistes. Les contrats d'assurance-vie lui paraissent un produit excellent et relativement sûr pour investir. Il détaille les performances des profils (Sécurité, Equilibre et Dynamique) proposés au sein du contrat RES Multisupport. Il insiste sur le fait que ces outils sont dynamiques. Il conseille de rester sur le produit traditionnel en euros, car il ne faillit pas. Le contrat RES confirme ses performances dans la durée.

Pierre-Yves POINDRON évoque les placements immobiliers. Faut-il, à l'instar de MACSF, investir dans l'immobilier ? Michel DUPUYDAUBY pense que l'une des dimensions importantes de la crise financière est ses conséquences sociales. Par conséquent, Michel DUPUYDAUBY est prudent à l'égard des placements dans l'immobilier. Il se trouve que l'immeuble dans lequel est installé la MACSF à La Défense appartenait à un fonds de pension américain qui a été déstabilisé par la crise : la MACSF a réalisé un investissement d'opportunité, puisqu'il rapporte un rendement de 6,30 %.

En réponse à Hervé, Michel DUPUYDAUBY précise que le taux affiché pour le RES correspond au RES euro pur.

Yves DECALF souhaite savoir comment les Etats vont se désendetter. Michel DUPUYDAUBY l'ignore. Au demeurant, les responsables des Etats l'ignorent eux-mêmes. L'un des scénarios pourrait être une baisse considérable du dollar.

Un participant demande si la MACSF pratique les taux d'appel. Michel DUPUYDAUBY indique que ce taux d'appel est possible parce que le législateur a laissé aux assureurs la possibilité de distribuer la participation bénéficiaire à qui ils veulent. De nombreux assureurs ont tendance à privilégier les nouveaux contrats et à servir moins les anciens. Des sociétés comme la MACSF, qui sont contrôlées par leurs sociétaires, distribuent toujours le même montant à tous leurs adhérents.

L'extension de la couverture offerte à d'autres que les professionnels de santé

Jusqu'à présent, la quasi-totalité des produits de MACSF était réservée aux professionnels de santé. Pour s'ouvrir à d'autres populations que les professionnels de santé, MACSF a créé une nouvelle société, une société anonyme qui s'ouvrira aux enfants de sociétaires ou aux professionnels de santé qui quittent le monde de la santé. Cette société commercialisera ses produits dès la fin du mois de septembre. Elle offrira aux enfants de sociétaires des produits tels que l'automobile, la santé, l'habitation et aux autres professionnels libéraux des produits de prévoyance.

L'incidence de la grippe A sur les contrats de responsabilité

Michel DUPUYDAUBY indique que les contrats d'assurance (RC, contrat de prévoyance...) fonctionnent normalement dans le cas de la grippe A.

Un participant a appris de la ministre il y a deux jours que les médecins qui feraient l'objet d'une réquisition seraient mieux protégés pour les dommages causés et les dommages subis. Quel est l'avantage de la couverture de l'Etat par rapport à celle de la MACSF ? Michel DUPUYDAUBY préconise « d'ouvrir deux parapluies, l'un que l'on connaît et l'autre que l'on ne connaît pas, plutôt qu'un seul, que l'on ne connaît pas ». Quoi qu'il en soit, la MACSF couvrira les cas de grippe A normalement. En matière de prévoyance individuelle, Michel DUPUYDAUBY ne sait pas quel type de couverture apporte l'Etat. Un participant indique que la couverture de l'Etat consiste à faire réparer les dégâts qu'a le médecin lui-même. A quel niveau ? Nul ne le sait. D'autre part, le cadre envisagé pour le moment est uniquement celui de la réquisition volontaire.